

Print

## A Athènes, un gouvernement de gauche radicale sous pression propose des réformes de droite

De [Bruno Adrie](#)

Global Research, juillet 10, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/a-athenes-un-gouvernement-de-gauche-radical-sous-pression-propose-des-reformes-de-droite/5461773>



D'après une [dépêche Reuters](#), « la Grèce se plie aux exigences de ses créanciers » en prévoyant « une hausse des taxes sur le transport maritime et une suppression, pour la fin 2016, de la fiscalité avantageuse dont bénéficient ses îles, composantes essentielles de l'industrie du tourisme. »

Selon cette dépêche, « Athènes réclame un financement de 53,5 milliards d'euros pour couvrir les obligations liées à sa dette jusqu'en 2018. Le gouvernement de la gauche radicale du Premier ministre Alexis Tsipras veut aussi que ses créanciers revoient les objectifs en matière d'excédent primaire pour les quatre prochaines années et un « reprofilage » de la dette à long terme. »

L'idéal de M. Tsipras tel que formulé dans son article « [Notre solution pour l'Europe](#) », publié dans le *Monde diplomatique* de février 2013 semble avoir beaucoup perdu de sa force devant les exigences d'une Europe qui parle sur le ton sans réplique qu'on imagine facilement dans la bouche d'un dictateur.

Alors qu'il n'était encore que le chef de la coalition Syriza, Tsipras y affirmait que « Les programmes de « sauvetage » des pays d'Europe du Sud avaient échoué, creusant des puits sans fond qu'on invite les contribuables à tenter de remplir » et il réclamait « une solution globale collective et définitive » consistant notamment en l'application d'un moratoire sur le service de la dette, la réduction de la valeur nominative de la dette publique, l'instauration d'une « clause de développement » et la recapitalisation des banques.

Ces demandes ne sont pas aujourd'hui satisfaites. Nous avons bien compris qu'il n'y aura pas de conférence réunissant tous les partenaires européens dans le but d'accorder à la Grèce d'aujourd'hui les conditions accordées à l'Allemagne il y a plus de soixante ans. Nous avons bien compris qu'il n'y aura pas de solution globale mais une solution d'étranglement décidée unilatéralement par ses bourreaux réclamant, comme le couple Hollande-Merckel, « des propositions précises et sérieuses ». Nous avons bien compris qu'il n'y aura pas non plus de « clauses de développement », c'est-à-dire la possibilité donnée à la Grèce de « [convertir la dette en investissement](#) » comme le proposent Gabriel Colletis, Jean-Philippe Robé et Robert Salais dans le *Monde diplomatique* de juillet afin de permettre à la Grèce de se refaire et de devenir durablement solvable grâce à un effort consenti collectivement et dans l'intérêt de tous. Non, rien de tout ça n'aura lieu dans l'Europe des banquiers et des marchands de canons où les banquiers et les marchands de canons tiennent la Grèce à la gorge, via une banque dite centrale qui ne prêtera pas à ce pays les sommes nécessaires à relancer son économie, comme elle l'a fait pour les banques en faillite après la crise de 2008. Elle est étrange cette Europe, c'est dit pour la millionième fois, mais certains n'ont pas encore compris, où les traités, signés par des lobbies par dessus la tête des peuples prisonniers d'élections qui ne débouchent sur rien – regardez à Paris! regardez à Athènes ! –, obligent les États à emprunter sur les marchés financiers donnant ainsi à ces marchés financiers, c'est-à-dire aux familles qui contrôlent le crédit, non seulement une rente à vie, mais aussi une rente croissante – en temps de crise – dont il convient de garantir le versement par la mise en place de mécanismes de sauvetages des débiteurs – entendez « des créanciers » –, et par la contrainte exercée sur les choix

budgétaires et donc *politiques* de ses clients étatiques.

Plus de projet politique collectif donc, dans un monde où ces familles tiennent tout ou presque grâce au système brouillé des capitaux croisés où la vue et l'intelligence se perdent, ces familles qui en ont un, en réalité, de projet politique, un projet qui consiste en la soumission pure et simple des Etats, en vue d'instaurer un régime mondial contrôlé par elles, par les seigneurs d'une nouvelle féodalité sans grandeur, sans esprit chevaleresque, uniquement vouée à faciliter l'exploitation des richesses produites par d'autres jusqu'à leur dernière goutte de sueur et leur dernière goutte de sang.



Tout ceci, n'en déplaise à David Rockefeller qui, dans son ouvrage intitulé *Memoirs*, dans un chapitre intitulé « Fier internationaliste » (non, pas communiste, tout de même), explique au lecteur convaincu de sa bonne foi que ceux qui le considèrent comme faisant partie d'une « cabale secrète » ne sont que des « populistes », c'est-à-dire, et c'est sa définition de populiste, des gens qui « croient dans des conspirations, la pire d'entre elles étant celle qui affirme qu' « un groupe secret de banquiers internationaux et de capitalistes, et leurs laquais, contrôlent l'économie

mondiale. »

Sincèrement, M. Rockefeller, personne n'oserait mettre en doute votre bonne foi, surtout pas les Grecs.

**Bruno Adrie**

Photo : David Rockefeller

Copyright © 2015 Global Research